WAHL (Alfred), Une nouvelle histoire de l'Alsace contemporaine

Éditions du Belvédère, 2015, 157 p.

Léon Strauss

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2237>

DOI : 10.4000/alsace.2237

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 483-485

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Léon Strauss, « WAHL (Alfred), Une nouvelle histoire de l'Alsace contemporaine », *Revue d'Alsace* [En ligne], 141 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 09 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2237> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2237>

---

qu'avait dirigé Stéphane Jonas en 1995⁵, l'auteur montre bien le rôle que les autorités allemandes avaient assigné à l'Université : celui de « hâter et favoriser l'intégration des territoires conquis dans le *Kaiserreich* en y affirmant la supériorité de la culture allemande » (p. 123). C'est dans ce contexte que l'auteur évoque la personnalité de quelques professeurs éminents dont la nomination à Strasbourg fut en soi un véritable acte de propagande. Parmi ces scientifiques prestigieux, figure l'incontournable Adolf Michaëlis, le grand archéologue dont le rôle essentiel dans les choix architecturaux du Palais universitaire construit par Otto Warth a souvent été relevé et qui constitua pour l'Université une importante collection pédagogique de plâtres. Si l'on sait que l'archéologie bénéficia à Strasbourg pendant la période de l'annexion d'une attention particulière, le rôle de l'Institut d'Histoire de l'art n'a, en revanche, pas encore suffisamment été souligné. C'est une injustice pour plusieurs raisons. Premièrement : fondé dès 1872, cet Institut est, de fait, le plus ancien créé sur l'actuel territoire national après Paris. Strasbourg bénéficia ici de l'avance de l'Allemagne dans la constitution de l'Histoire de l'art en tant que discipline universitaire. Deuxièmement, preuve de son importance aux yeux des autorités d'alors, l'Institut d'Histoire de l'art bénéficiait de vastes espaces au premier étage du Palais universitaire. Troisièmement, comme l'archéologie, l'histoire de l'art put compter sur des crédits généreux pour constituer des collections pédagogiques de premier ordre. Enfin, l'enseignement de l'Histoire de l'art fut ininterrompu à Strasbourg depuis la création de l'Université impériale et ce jusqu'à nos jours, au contraire de l'archéologie qui disparut des guides pédagogiques sur de courtes périodes.

Si l'enseignement de l'Histoire de l'art mérite d'être réévalué dans l'appréhension du milieu culturel en Alsace au temps de l'annexion, c'est qu'elle est une des disciplines dont le pouvoir allemand se servit pour « germaniser » le territoire nouvellement conquis. Ainsi, les enseignants qui se sont succédé à l'Institut d'Histoire de l'art et qui ont abordé dans leurs cours ou dans leurs ouvrages l'art alsacien l'ont fait, pour la plupart, dans le but de montrer qu'il s'agissait avant tout d'un art allemand.

Hervé Doucet

WAHL (Alfred), *Une nouvelle histoire de l'Alsace contemporaine*, Éditions du Belvédère, 2015, 157 p.

Le titre de cet ouvrage est un peu trompeur. Il ne s'agit pas d'une analyse continue de l'histoire de notre région aux XIX^e et XX^e siècles, mais d'une relecture critique des versions canoniques de quatre des problèmes centraux de notre histoire régionale.

---

5. JONAS (Stéphane) (dir.). *Strasbourg, capitale du Reichsland Alsace-Lorraine et sa nouvelle université : 1871-1914*, Strasbourg, Oberlin, 1995.

Le premier mythe auquel s'attaque Wahl est celui d'une Alsace unanime de 1870 à 1874 contre son détachement de la France et le rattachement au nouvel Empire dominé par la Prusse. L'importance statistique de la protestation fut longtemps surfaite. En fait, les questions confessionnelles et aussi les intérêts économiques ont souvent guidé les comportements électoraux dans le sens de l'accommodement au fait accompli. En ce qui concerne l'option et l'émigration vers la France en 1871-1872, on n'attendait pas de surprise : Alfred Wahl n'avait qu'à reprendre les conclusions de sa thèse de troisième cycle de 1974, dont il regrette que tous les historiens ultérieurs, sauf deux, n'aient tenu aucun compte. Il met en cause la quasi-généralisation dans les publications d'histoire de grossières erreurs tant à propos des faits et des données chiffrées que dans le domaine des explications et des interprétations.

Troisième image classique mise en pièce par l'historien, celle « d'une population alsacienne « raisonnable », « sage », refusant toute aventure ». L'Alsace « unie », tout au long du grand XIX^e siècle (1789-1914) aurait rejeté les impulsions contestataires de l'ordre établi venues de Paris et, après 1871, d'Allemagne. Or, le soutien à la Révolution française a été bien plus important qu'on ne se l'imagine généralement. On est moins étonné par le rappel de faits connus : l'opposition de la bourgeoisie libérale au régime réactionnaire de la Restauration, les succès électoraux des « Rouges » sous la Seconde République, ceux des sociaux-démocrates dans le *Reichsland* à partir de 1890 : bref, pour reprendre le titre de ce chapitre, « la gauche alsacienne a bien existé ».

On croit encore souvent que la « guerre scolaire », à propos du statut scolaire confessionnel issu de la loi Falloux maintenue tant en 1871 qu'en 1919, n'a commencé qu'avec l'arrivée dans le jeu politique régional de la gauche laïque française. Or, Jean-Pierre Hirsch l'avait signalé dans son ouvrage de 2011, la toute puissance du clergé catholique dans la gestion de l'enseignement primaire avait déjà été mise en cause à plusieurs reprises par l'administration allemande, notamment à l'époque du *Kulturkampf*. La thèse de l'auteur, pour la grande crise de 1924-1925, c'est que la mobilisation cléricale décrétée par M^{gr} Ruch après l'arrivée au pouvoir du Bloc des Gauches, ne visait pas réellement la menace de laïcisation de l'école, qui avait été rapidement écartée par un avis du Conseil d'État. Elle concernait un danger bien plus immédiat, surtout après les élections municipales de 1925, qui avaient vu la gauche prendre le pouvoir dans de nombreuses villes moyennes, celle de la généralisation des écoles interconfessionnelles. À juste raison, les chiffres avancés par les organisateurs des manifestations antilaïques, de la grève scolaire et du référendum sont mis en doute, ainsi que la participation des protestants. Je ne vois pas cependant pourquoi « présenter ce combat comme ayant pour enjeu l'opposition à l'école laïque » serait « une grande imposture » quand

on s'aperçoit que, 90 ans plus tard, les autorités religieuses refusent toujours de renoncer au caractère obligatoire (sauf dispense) de l'enseignement de la religion. La politique du court terme ne s'opposait pas à une stratégie du long terme.

Alfred Wahl justifie sa démarche, que certains considéreront peut-être comme hypercritique, par ce qu'il a constaté en fréquentant des milieux vivant à l'écart du monde savant. Leurs connaissances historiques sont constituées essentiellement de savoirs récoltés dans des publications rédigées par des érudits locaux ou transmis par la tradition orale. Elles fourmillent de mythes ou de déformations qui, sans cesse répétées, notamment par des notables locaux, ont fini par passer pour des vérités incontestables. Il est vrai que, longtemps, cette historiographie érudite ou non était statistiquement dominée par les défenseurs d'une Église catholique préconciliaire alors « dominante et sûre d'elle ».

Wahl est sans doute le premier universitaire de nos générations à accepter ouvertement comme légitime l'existence d'un courant de pensée récent qui met « davantage l'accent sur le caractère germanique de l'Alsace et de ses habitants [...] sans pour autant adopter obligatoirement des accents très pro-allemands ». Il n'hésite pas, en revanche, à dénoncer avec véhémence les écrivains ou militants résolument hostiles à la France, dont il remarque d'ailleurs que leur haine manifeste n'est jamais aussi marquée que dans les périodes où le pays est gouverné par la gauche. On objectera que l'auteur abandonne ici, comme sur beaucoup d'autres questions, la traditionnelle neutralité politique de l'historien. Il est vrai qu'il a pris la précaution, en introduction, de signifier qu'il rédigeait un essai, et non pas un ouvrage répondant aux normes scientifiques généralement affichées. Il n'empêche que, si l'essayiste n'hésite pas à frapper fort, l'historien, lui, apporte sur la plupart des points traités des démonstrations marquées au sceau d'une brillante érudition dont les futurs historiens de l'Alsace ne manqueront pas de prendre acte.

Léon Strauss

TRABAND (Georges), 1963-1974, *Les pionniers du Journal Télévisé en Alsace*, Jérôme Do Bentzinger, 2014, 273 p.

Ancien directeur de la station régionale de France 3 Alsace, Georges Traband est un témoin-clé pour quiconque s'intéresse à l'histoire de la télévision régionale en Alsace. Avec son précédent ouvrage intitulé *1954-1963, les débuts de la télévision régionale en Alsace* (2005), coécrit avec Marius Brandhuber, il fournissait une mine de précieux éléments sur le démarrage de la télévision, aussi bien sur le plan technique qu'administratif, puisque le lancement de la station alsacienne a lieu dans le cadre de la RTF, puis de l'ORTF. Dans ce deuxième volume, Georges Traband propose un historique détaillé d'un format télévisuel bien précis, à savoir le journal